



CADRES : ET SI ON PARLAIT DES VRAIS PROBLEMES?

La convention des cadres (A et A+) se termine en tragi-comédie. Comme chaque année, ils ont été invités à entendre la bonne parole de la direction. Les macarons étaient bons, Les militants syndicaux présents, les auditeurs peu attentifs (tu m'étonnes !) et les départs nombreux dès 16 heures.

Nouveauté : cette année, tous les participants ont été invités à évaluer les interventions, comme s'il s'agissait d'une formation professionnelle. Plus étonnant et carrément choquant, on leur demande de juger les intervenants eux-mêmes, tant sur la forme que sur le fond.

La CGT et solidaires ont donc appelé les collègues à ne pas renvoyer le document. Comble du ridicule : peu après la diffusion de cette réaction, les secrétaires départementaux des deux syndicats recevaient un message les invitant à un usage plus « raisonné » des messageries professionnelles. Apparemment la direction y a mis plus d'empressement qu'à informer les représentants des personnels des restructurations tous azimuts qu'elle envisage dans les mois qui viennent.

Revenons donc aux fondamentaux. Pour la CGT, ces réunions sont inutiles, fastidieuses et n'aident en rien, ni les cadres, ni les services qu'ils encadrent. En outre, la tonalité en est parfois douteuse. Plusieurs collègues ont été choqués par une intervention sur l'état des finances publiques de la France, apparaissant comme une tentative de culpabilisation des fonctionnaires (pour les conditionner au caractère inéluctable des réformes et des suppressions d'emplois ?).

Et que dire des inspecteurs « non encadrants », qui parfois sont contraints à exécuter des tâches de contrôleurs ou d'agents ? En quoi cela les concerne-t-ils ? Notre administration n'a nul besoin de ces simagrées maladroitement copiées sur les pratiques de l'entreprise. Ses agents et ses cadres possèdent déjà le sens du service public et font preuve au quotidien de solidarité professionnelle.

Les agents de catégorie A ont besoin, comme tous les fonctionnaires, de l'augmentation du point d'indice, de l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations frénétiques que connaît notre administration depuis plusieurs années.

Pour les vérificateurs : plus d'applications en « alto » mais la compensation de la perte des IFDD !

Pour les chefs de postes : pas de « full démate » mais des emplois et le soutien de la direction !

Pour les adjoints : le respect des doctrines d'emplois !

Pour les huissiers: le comblement de tous les postes existant!

Pour eux et tous les autres : la fin de la pression statistique !